



HAL
open science

Construction nationale, travail et discipline en Ouzbékistan

Laurent Bazin

► **To cite this version:**

Laurent Bazin. Construction nationale, travail et discipline en Ouzbékistan. Valeria Hernandez, Pepita Ould-Ahmed, Jean Papail, Pascale Phélinas. L'action collective à l'épreuve de la mondialisation, L'Harmattan, pp.235-247, 2007. halshs-00159726

HAL Id: halshs-00159726

<https://shs.hal.science/halshs-00159726>

Submitted on 3 Jul 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Construction nationale, travail et discipline en Ouzbékistan

Laurent Bazin
CNRS-CLERSÉ

Communication au 2^e Congrès du Réseau Asie, sous l'intitulé « La construction nationale dans les champs du travail et de la parenté au cœur de l'Asie centrale », Paris, 28-29 septembre 2005.

Pré-publication d'un texte repris dans : V. Hernandez, P. Ould-Ahmed, J. Papail & P. Phélinas (dir.) : *L'action collective à l'épreuve de la mondialisation*. Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 235-247.

Résumé

Le texte examine les contradictions qu'engendre la construction de l'« identité nationale » par l'État postsoviétique en Ouzbékistan. Cette forme nouvelle de la légitimation de l'État intervient dans un contexte de dégradation continue de la situation économique et des conditions de vie, que la rhétorique officielle cherche à occulter. Du domaine politique, au champ du travail et à celui d'une parenté reconstruite par une retraditionnalisation en cours, le langage de « l'identité nationale » apparaît comme un opérateur clé de soumission, qui sacralise le pouvoir, permet l'instauration de l'autorité de l'État et bloque les possibilités de contestation.

Mots clés

Ouzbékistan. Idéologie de l'identité nationale. État. Régime postsoviétique. Travail. Ouvriers. Retraditionnalisation. Anthropologie politique. Anthropologie économique. Anthropologie du travail. Ethnologie.

Les résultats de recherche présentés ici ont été obtenus dans le cadre d'un accueil au sein de l'UR « Travail et mondialisation » de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et avec l'appui de l'Institut français d'étude sur l'Asie centrale (IFEAC). Cette recherche s'inscrit dans un programme international « Labour, Migration, Identities : Challenges and Relations of Social Insecurities in Uzbekistan and Kazakhstan » qui a fait l'objet d'un financement de l'INTAS.

Laurent Bazin est chargé de recherche au CNRS. Il est membre du Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSÉ – UMR 8019), laboratoire constitutif de l'Institut Fédératif de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles (IFRESI). Il collabore à l'Unité de recherche « Travail et mondialisation » de l'IRD.
Voir aussi <http://www.univ-lille.fr/clerse/> ainsi que <http://www.tem.ird.fr>

Préambule

Tachkent, Ouzbékistan, 2^e quinzaine d'août 2005. La police se met à chasser de la capitale la population laborieuse venue des campagnes pour travailler essentiellement sur les chantiers et les marchés. Il faut que la ville soit propre pour la fête de l'indépendance, le 1^{er} septembre. La pression policière est particulièrement forte sur les très nombreux chantiers du nord de Yakkasaroy, au centre de Tachkent, où de vastes villas extravagantes de toute une classe enrichie surgissent partout comme des champignons : même les influents propriétaires des maisons en construction ne peuvent protéger les ouvriers qui travaillent pour eux car c'est « l'anniversaire du président », selon la formule de l'un de ces maçons. Parallèlement à cette expulsion des indésirables — le « peuple noir » ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes — l'État fait repeindre à ses frais les façades des maisons bordant les principales avenues, mais aussi les troncs d'arbres, les grilles de parcs, etc. L'asphalte est renouvelé ainsi que le gravier des lignes de tramway, en préalable à la mise en place de toute la décoration de la fête : drapeaux colorés et affichages de messages souhaitant une bonne fête, etc.

Dans la semaine qui précède la fête, les prix des autobus reliant Tachkent aux villes de province augmentent du fait du retour en masse des travailleurs expulsés ; dans certaines régions, la fermeture des frontières provoque également une pénurie et une hausse du prix de l'essence, habituellement importée en fraude, du Turkménistan voisin par exemple. Dans les derniers jours du mois d'août, les routes se hérissent de barrages de police plus hermétiques que les habituels points de contrôle. Les accès à Tachkent et aux principales villes sont coupés à l'aide de camions installés par les forces de l'ordre. Dans tout le pays et spécialement à la capitale, les autorités font ainsi obstacle à la circulation. Il n'y a là en fait que la manifestation portée à son paroxysme de l'exhibition rituelle et quotidienne du pouvoir, le président faisant interrompre deux fois par jour la circulation lorsqu'il traverse la ville pour se rendre de sa résidence à la présidence, et vice-versa.

Ce déroulement de la fête fait apparaître de manière crue et synthétique certains des aspects saillants l'indépendance elle-même : le souci des apparences en trompe-l'œil, l'interdiction de toute réalité qui déplaît, le cloisonnement et la fermeture, la rupture radicale entre le sommet de l'État et la population.

Selon un processus en quelque sorte inverse du mouvement amorcé dans les dernières années de l'URSS par la perestroïka, le souci accordé à des apparences en trompe-l'œil, le déni de la réalité et le mensonge caractérisent très fortement le discours et les mises en scène de l'État. A l'exception notable d'internet qu'il ne peut maîtriser, l'État monopolise en effet strictement toute expression publique et interdit non seulement la critique du pouvoir mais plus largement toute expression négative de la réalité économique ou sociale. Le chômage, l'inflation, les problèmes socioéconomiques les plus divers allant du divorce à la mortalité infantile sont l'objet de dénégations incantatoires, d'impostures statistiques ou d'entraves administratives (par exemple le divorce). Dans les représentations courantes, le mensonge et la dissimulation caractérisent l'État – tout spécialement incarné par la figure du président, seul détenteur de volonté et de parole autorisées – à tel point que même les bulletins météorologiques, par exemple, sont unanimement considérés comme des falsifications délibérées.

Si l'indépendance a d'une certaine façon permis des relations directes avec le monde extérieur à l'ancien espace soviétique, elle a également été suivie très rapidement de nouvelles formes de cloisonnement, de clôture et de fermeture. Pour en rester au seul registre de la topographie et ne rien dire encore des ruptures identitaires entre les nombreuses « nationalités » soviétiques que la chute de l'Union rend plus cruciales, non seulement les frontières administratives internes à l'URSS sont devenues des frontières internationales mais le pays s'est vu morcelé par l'apparition de points de contrôle de police, à chacune des frontières de districts, de villes et de provinces. Au prétexte de lutte contre le terrorisme et le banditisme, ces nouvelles frontières internes sont évidemment un moyen

d'extorsion d'argent par les fonctionnaires de police. Elles entretiennent un phénomène de morcellement du territoire national en domaines de prédation.

Ainsi s'opposent et/ou s'articulent deux mouvements. D'un côté la société est engagée dans une construction nationale entreprise par l'État et que nous allons essayer de caractériser brièvement. De l'autre, s'opère une dynamique inverse de repli, de clôture, de morcellement, de segmentation. Dans cette configuration nationale de corruption généralisée où l'argent est le médiateur des rapports à un État distant et arbitraire dont il faut ménager les agents, le mode de circulation monétaire et les représentations qui s'y greffent illustrent également particulièrement bien ces processus contradictoires. Banalement, l'existence d'un nouvel État national a été sanctionnée, quatre ans après l'indépendance survenue en 1991, par l'apparition d'une monnaie, attribut de souveraineté et signe d'unification nationale. Dans les consciences, l'État lui-même apparaît cependant moins comme l'émetteur de la monnaie que sous l'aspect d'une figure prédatrice qui tente de s'accaparer l'argent et fait obstacle à sa circulation : non seulement du fait des impôts et des inévitables pots-de-vins prélevés sous tous prétextes par ses fonctionnaires, mais surtout parce que l'État est supposé aspirer l'argent, le retenir dans les banques, provoquant ainsi des pénuries de liquidités et des retards de salaires dans la fonction publique et, bien au-delà, dans tout le système économique.

Ces brèves évocations ne sont que quelques-uns des symptômes de l'indépendance et de la construction nationale en Ouzbékistan. Elles sont destinées à évoquer la complexité et l'ambivalence de phénomènes politiques qui ne se limitent pas à la mise en place d'institutions et de systèmes idéologiques qui visent à conférer du sens et une légitimité au pouvoir politique. L'objet de cette communication est de tenter de cerner, pour l'Ouzbékistan, quelques effets dans la vie quotidienne de ces phénomènes politiques et idéologiques. Dans un premier temps, je rappellerai très brièvement l'histoire de l'émergence de l'identité et de l'État ouzbeks durant la période soviétique, ainsi que l'activation actuelle du nationalisme comme outil de légitimation politique. On tentera ainsi de préciser certaines caractéristiques parmi les plus saillantes de l'État postsoviétique. Dans un second temps j'essaierai de montrer, sur la base d'enquêtes ethnologiques menées à partir du domaine du travail, comment l'idéologie nationale mise en place par l'État vient s'articuler à un mouvement de désinvestissement du domaine du travail et de survalorisation de la sphère familiale. Un net renforcement des « traditions » est repérable, qui se manifeste notamment par l'importance conférée au mariage et par le renforcement des dépendance et de l'obéissance dans les cercles de la parenté.

Idéologie nationale

L'Ouzbékistan, on l'aura compris, est l'une des anciennes républiques centro-asiatiques de l'URSS, devenue indépendante par le fait d'événements extérieurs : le séparatisme des républiques baltes, la volonté des dirigeants russes de prendre le pouvoir au détriment des dirigeants de l'Union en se débarrassant des républiques périphériques. Au moment de l'indépendance, il s'agit, pour reprendre l'expression d'Olivier Roy ([5] et [6]), d'une « nation sans nationalisme ». Au contraire des républiques de la partie européenne de l'URSS, l'indépendance n'avait jamais été revendiquée, et n'était portée par aucun mouvement, aucune fraction sociale. Rappelons que la « nationalité » ouzbèke a été instituée dans les années 1920-1930 comme produit de la politique soviétique. Selon un processus qui emprunte assez largement au modèle d'émergence des nations européennes au 19^e et début du 20^e siècles, le pouvoir soviétique et ses savants se sont efforcés de faire exister, en Asie centrale et ailleurs, des nationalités (catégorie politico-administrative) auxquelles étaient attribuées tout d'abord une langue — codifiée, standardisée, unifiée — un corpus littéraire, culturel et folklorique, un *ethnos*, son ethnogénèse et son histoire et, enfin, un

territoire et ses institutions politico-administratives. L'Ouzbékistan et la nationalité ouzbèke, qui évidemment ne coïncident pas, sont donc des produits de cette politique.

Dépositaires en 1991 d'un État indépendant qu'ils n'avaient pas souhaité, les dirigeants de la république (le nouveau président est l'ancien secrétaire du PC d'Ouzbékistan), se sont retrouvés privés des sources de leur légitimité puisque l'État soviétique central et le parti communiste avaient disparu d'eux-mêmes. Comme c'est le cas à des degrés divers dans tous les États d'Asie centrale, l'émergence d'un nationalisme capable d'appuyer le nouveau pouvoir et de justifier son existence a constitué depuis l'indépendance l'essentiel du travail idéologique des gouvernants. Le phénomène est particulièrement marqué en Ouzbékistan et il est centré sur la seule nationalité ouzbèke.

De manière brève, la conversion idéologique opérée par le pouvoir a largement conservé les procédés soviétiques de glorification de la nation, de son passé, de son avenir et de ses dirigeants. L'objet de cette glorification fut en quelque sorte simplement transféré : la primauté du marxisme et du socialisme fut rejetée et même reniée, au profit d'un recentrage sur une référence nationaliste et identitaire. Cette dernière était loin d'être nouvelle : bâtie dès l'époque stalinienne, elle devient la référence exclusive et fait l'objet d'une sorte de régénération. Trois éléments principaux structurent cette élaboration idéologique.

1) La personne du président lui-même est le premier sujet de glorification. Ses nombreux écrits sont enseignés dès la maternelle et jusqu'à l'université. Ils sont le motif de récitations formelles obligatoires dans des occasions diverses allant de la « langue de bois » télévisuelle ou administrative jusqu'à la rédaction des thèses académiques. Ces pratiques autant que la rhétorique officielle constituent le président comme le personnage dont tout émane, à commencer par l'indépendance. Les représentations courantes s'accordent bien avec cette rhétorique et lui attribuent fréquemment la paternité de toute décision et de tout événement, qu'ils soient positifs ou, le plus souvent, négatifs.

2) La glorification du président se couple avec la réécriture du sens de l'histoire et de l'ethnogenèse du peuple ouzbek — dont les grandes lignes, élaborées à l'époque soviétique, sont toutefois conservées (Laruelle [3], [4]). L'un des aspects en est l'identification d'une succession de héros historiques nationaux dominés par la figure de Tamerlan (Temur). Désigné à l'époque soviétique comme un despote féodal cruel et destructeur, Temur a été réhabilité et élevé au tout premier rang comme la figure fondatrice de l'État, en remplacement de Lénine. Le président est ainsi positionné comme le terme d'une série prestigieuse de personnages héroïques : savants, poètes, hommes d'État, qui servent à authentifier la gloire intemporelle de l'Ouzbékistan.

3) Enfin, la glorification de l'identité ouzbèke elle-même est le troisième élément important qui structure la « nouvelle » idéologie nationale voulue par le président. Les traces en sont recherchées dans l'antiquité la plus lointaine, de manière à ce qu'elle soit présentée comme intemporelle et autochtone par les savants et le pouvoir (Laruelle, *ibid.*). L'Ouzbékistan ayant ainsi « retrouvé » sa souveraineté est inlassablement promis, par l'État, à un grand avenir, en continuité avec le passé glorieux qui lui est attribué : le slogan présidentiel le plus fréquemment affiché en tous les lieux publics promet même, plus exactement, que « l'avenir de l'Ouzbékistan (est d'être) un grand État (*O'zbekiston kelajagi buyuk davlat*) ». Glorifiée, essentialisée, autochtonisée, l'identité ouzbèke fait désormais l'objet d'un véritable culte : depuis février 2004 tous les établissements scolaires et universitaires sont par exemple obligés de consacrer une journée par mois à la « spiritualité ouzbèke » (*ma'naviyat*). Devenues minorités nationales, les autres « nationalités » (tadjike, kazakhe, kirghize, russe, coréenne, tatare, etc.) sont simplement ignorées.

Ces élaborations idéologiques, et les pratiques de scansion qui lui sont associées, ont pour principe de brouiller les repères historiques : elles reposent sur la projection de l'identité « nationale » contemporaine sur le passé le plus lointain et la projection inverse des épisodes illustres du passé sur le présent pour authentifier la « grandeur » de l'État actuel.

Requalifiée de coloniale, l'histoire de la période soviétique est refoulée à tel point qu'elle n'est plus enseignée dans les écoles. Comme résultat de ces procédés, la construction identitaire nationale s'inscrit dans les consciences comme un processus porteur de confusions et de profondes contradictions. La survalorisation identitaire engagée par un État dont toute parole est estimée mensongère coïncide en effet avec la perception très aiguë d'un déclin économique ininterrompu qui suit la désagrégation de l'URSS. La situation est globalement considérée, dans toutes les fractions sociales, comme catastrophique et sans issue, tant sur le plan économique que politique. La période « avant l'indépendance » — généralement envisagée comme un bloc indifférencié au moins en ce qui concerne les fractions sociales ouvrières et paysannes — est reconstruite comme une sorte d'âge d'or systématiquement caractérisé par le fait que « les salaires étaient suffisants pour une famille », voire permettaient de partir en vacances. Aussi est-il fréquent d'entendre des sentences qui résonnent comme des échos inversés des slogans présidentiels : « l'Ouzbékistan est un pays foutu », « il n'y a pas d'avenir pour les jeunes », etc.

La conscience d'un blocage, le sentiment de peur et d'impuissance face à l'État conduit par ailleurs à la production d'une image de soi extrêmement négative : les Ouzbeks seraient des moutons dit une blague répandue. Deux phénomènes sont très fréquemment évoqués pour désigner le déclin du pays et l'humiliation qui en découle. Le premier est l'apparition après l'indépendance des *mardikor* : hommes et femmes venus des campagnes qui se rassemblent sur les marchés ou les bords des routes en quête d'un travail ponctuel. Le second concerne les migrations de travail vers le Kazakhstan voisin où, selon l'image répandue, les Ouzbeks iraient travailler « comme des esclaves ».

Le « salut », dès lors, est localisé à l'extérieur sur des modes divers : importation de contrebande des biens de l'étranger proche (Kazakhstan, Kirghizstan, Turkménistan) ou lointain (Chine, Emirats arabes, Pakistan) ; migrations vers le Kazakhstan voisin ou la Russie pour trouver des revenus plus élevés, notamment sur les chantiers de construction ; recherche de partenaires et de sources de financements extérieurs pour les intellectuels et les acteurs des ONG ; études dans les pays occidentaux. Si ces motifs sont différents et concernent des acteurs également différents, ils ont néanmoins comme base commune de désigner le territoire national comme déficient.

Pour l'État, l'étranger est au contraire source de craintes, qu'il s'agisse du commerce illégal (prétextes à de multiples fermetures des frontières avec les voisins kazakhs ou kirghizs), des supposées filières islamistes « terroristes » (alibis de féroces répressions) ou des filières occidentales de soutien à la « société civile ». Un durcissement très net du pouvoir est perceptible depuis le début de l'année 2004. A la suite de la « révolution » qui a renversé le président en Géorgie, le gouvernement ouzbek a en effet interdit la fondation Soros, puis supprimé la quasi-totalité des ONG ; par ailleurs il contrôle si étroitement les subventions reçues de l'étranger (destinées aux ONG ou au champ scientifique) que leurs destinataires ne peuvent plus les percevoir. L'annonce de l'insurrection d'Andijon le 13 mai 2005 a suscité un très net espoir de renversement de la dictature, comme cela s'était produit quelques mois plus tôt au Kirghizstan voisin. L'écrasement meurtrier de la révolte (l'armée a tiré sur la foule dans l'intention délibérée de commettre un massacre, il y aurait eu entre 500 et 1000 morts selon les sources), renouvelé au plan symbolique par le vaste déploiement de propagande qui a suivi, a eu pour effet de renforcer ces sentiments de peur, d'impuissance et de blocage. La rhétorique gouvernementale désigne de plus en plus ouvertement les pays occidentaux comme ennemis, approfondissant ainsi un mouvement d'isolement obsidional et visant à éradiquer toute possibilité de recours symbolique ou réel à l'étranger.

Soumission politique et retraditionnalisation

Pour étayer les éléments exposés jusqu'à présent et en affiner l'analyse, je ferai référence dans la suite de ce texte à deux investigations ethnologiques. La première a été conduite en 2004 (3 mois) auprès d'ouvriers d'une usine de filage. Il s'agit pour la plupart de

jeunes femmes (très majoritaires) et hommes, âgés de vingt à vingt-cinq ans et qui résident dans les campagnes environnant Tachkent : des bus viennent les chercher quotidiennement dans leurs villages et les ramènent chez eux. L'usine, dont le capital est partagé par un groupe industriel coréen et l'État ouzbek, se présente comme une réalisation d'envergure, à prétention exemplaire. La seconde enquête menée en 2005 (4 mois) a été ciblée sur des chantiers de construction à Tachkent. Elle a concerné également pour l'essentiel des jeunes hommes venus des zones rurales de diverses régions pour trouver des sources de revenus dans la capitale. Des investigations complémentaires ont été menées auprès de marchés dits de *mardikor* évoqués précédemment.

Ces terrains d'enquête sont significatifs d'un changement décisif des formes de recrutement et de mobilisation de la main-d'œuvre provoqué par la fin du système soviétique. L'ancienne classe ouvrière, rassemblée dans des quartiers d'usine et largement « cosmopolite » (au sens où elle comprenait beaucoup de ressortissants d'autres nationalités ou originaires de toute l'Union soviétique) a vu son importance numérique décroître après l'indépendance, du fait de la désertion de nombreux salariés : non-ouzbeks émigrant vers d'autres républiques de l'ex-URSS, ou simplement découragés par les retards de salaires ou le manque d'activité des entreprises. Récemment construite, l'usine sur laquelle a porté l'enquête apparaît tout particulièrement révélatrice du remplacement de cette ancienne classe ouvrière soviétique par une nouvelle couche sociale, beaucoup plus instable, composée de paysans en voie de prolétarianisation. Le monde rural est en effet affecté par le déclin économique des kolkhozes, puis plus récemment par leur démantèlement. Il libère une importante « armée de réserve » à la recherche de sources de revenu. Le manque de liquidité caractérise en effet l'économie rurale : les anciens kolkhozes rémunéraient fréquemment en nature (huile, farine, etc.) tandis que les ouvriers agricoles actuels ne touchent souvent pas plus de 3 à 5 000 soums de salaire mensuel (1 euro vaut environ 1 400 soums).

L'exposé sera centré sur l'enquête auprès des ouvriers de l'usine textile pour des raisons de simplicité. On retrouve sur les chantiers et les marchés de *mardikor* les mêmes éléments que l'on va faire apparaître ci-dessous : la prépondérance des rapports de dépendance dans le travail autant que dans le milieu familial ; l'importance critique du mariage et la soumission complaisante à l'égard des « traditions ».

L'une des caractéristiques les plus remarquables de l'enquête sur l'usine fait ressortir une posture de soumission et de dépendance qui coïncide avec l'absence de toute notion de droit dans la conscience des acteurs. Ainsi, il n'existe aucune structure de négociation, ni même de communication entre la direction de l'usine et les ouvriers : un syndicat (*provsoyuz*) y est présent mais il a pour fonction essentielle d'organiser des loisirs et des vacances, fonction importante à l'époque soviétique mais devenue désuète dans la mesure où les ouvriers travaillent sans jour de repos. Le syndicat est perçu par tous — sauf son responsable — comme corrompu et en aucun cas sa raison d'être n'est associée à la défense d'intérêts individuels ou collectifs des travailleurs. Tout événement dans l'usine, toute décision de la direction se présentent toujours comme imprévus et inexplicables aux yeux des ouvriers. Plus significativement encore, ces derniers ne mentionnent jamais une durée réglementaire de travail ni l'existence d'heures supplémentaires doublement rémunérées en compensation des jours de repos travaillés. Ils travaillent, donc, sans faire mine de savoir combien ils vont gagner (en fonction des heures effectuées) ni comment leur salaire est calculé. Les rémunérations sont pourtant très faibles (25 000 à 40 000 soums pour un ouvrier) et la moindre variation est cruciale.

La discipline à l'usine est dure et durement ressentie : interdiction de se déplacer, de s'asseoir, de parler ; obligation, à la cantine, de terminer les plats qui sont jugés abjects ; le moindre écart de conduite peut être sanctionné par des amendes ou un licenciement. Cette discipline est imposée par un encadrement étranger (coréen) sur des méthodes inspirées des pratiques en vigueur en Corée. Si ces divers aspects des conditions de travail sont énoncés — en particulier par les jeunes femmes — et que le pouvoir des cadres (ouzbeks

ou plus souvent coréens, considérés comme les maîtres) est présenté comme arbitraire, il n'est en général pas dénoncé en tant que tel. Tout se passe comme si les ouvriers s'en remettaient totalement à leurs dirigeants des échelons hiérarchiques supérieurs, comme s'ils s'installaient dans une dépendance absolue vis-à-vis d'eux. La soumission et la dépendance dominent les postures face à la direction dans le domaine du travail ; l'alternative est d'abandonner son poste : le turn-over est effectivement très élevé dans cette entreprise. Le contraste est maximal avec une enquête de terrain réalisée antérieurement dans un tout autre contexte, en Côte-d'Ivoire, où les relations de dépendance personnelles jouent pourtant un rôle essentiel mais donnent lieu à d'incessantes dénonciations et accusations (Bazin, [1]).

La pauvreté des propos tenus sur les relations de travail, et en particulier l'absence de discours revendicatif ou dénonciateur, est donc ici remarquable. Deux objections pourraient être opposées à un tel constat. La première est que cette absence résulte d'une réticence « culturelle » à exprimer les conflits : il serait incorrect, en Ouzbékistan, de formuler un grief contre un supérieur hiérarchique, tout spécialement de celui « dont on dépend ». A supposer que cet argument soit recevable, cela ne ferait que confirmer la généralité de la soumission et de la dépendance devant l'autorité, sans fournir véritablement d'explication. On peut avancer plus largement que la peur de la répression d'État est un élément déterminant de ces postures de soumission. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un effet de la dictature actuelle, en continuité avec la domination de l'État et du parti à la période soviétique. Tout se passe comme si la dictature « nationale », héritière de 70 ans de régime soviétique et même des régimes politiques brutaux antérieurs, était parvenue effectivement à supprimer toute velléité de s'élever contre l'autorité, dans son domaine propre — en éradiquant non seulement l'opposition et la contestation, mais également le champ politique lui-même — comme dans la sphère de la production industrielle.

Une seconde objection tient à la nature privative et normative de ce constat. Est-il légitime d'énoncer une observation négative, à propos d'un élément qui fait défaut ? En fait, la pauvreté des discours sur les rapports de travail, l'extrême mesure des propos tenus sur les rapports hiérarchiques contrastent avec la plus grande disposition des ouvriers à parler de leur milieu familial, à s'attarder en particulier sur la question de leur mariage (la plupart sont âgés de 20-25 ans, rappelons-le) ou du mariage de leurs enfants lorsqu'ils sont plus âgés. L'accent est donc mis sur les relations familiales qui revêtent une importance fondamentale, tandis que le mariage s'avère une préoccupation centrale et occasionne des dépenses très élevées en regard des revenus (environ 2 à 3 millions de soums pour une famille d'ouvriers/paysans).

L'enquête se déroule d'ailleurs en grande partie au domicile des ouvriers, le plus souvent en présence de leur famille. L'investigation est en effet impossible sur le lieu même du travail : les firmes sont d'une manière générale d'accès difficile et caractérisées par l'opacité de leur fonctionnement ; là aussi, la peur de conséquences politiques domine et détermine de la part des managers un sentiment d'hostilité à l'égard d'un observateur extérieur. Proposant de rencontrer les salariés à leur domicile, l'ethnologue est placé dans la position d'un hôte étranger (*mehmon*) qu'il convient d'installer dans un rituel d'hospitalité en l'accueillant chez soi avec faste autour d'un repas (voir également à ce propos les remarques d'Habiba Fathi [2]). C'est dans ce cadre que l'entretien est possible : il présente souvent l'inconvénient d'être largement « collectivisé » dans le cercle familial mais a de ce fait même l'avantage d'ouvrir immédiatement sur une fraction de la parentèle. La teneur des entretiens tout comme le déroulement même de l'enquête dénotent un mouvement de repli sur la parenté dans la société ouzbèke postsoviétique ainsi qu'un cloisonnement très marqué des champs sociaux. Le politique demeure le domaine de l'interdit et est perçu comme source de menaces diffuses, s'étendant sur les champs du travail et du voisinage, mais peu présentes dans l'espace de la parenté où l'ethnologue étranger circule facilement (dans ses fractions masculines et féminines).

Le champ familial est lui aussi très fortement marqué par la soumission à l'égard de l'autorité, parfois véritablement tyrannique, incarnée par le chef de famille (le père, le mari, désigné comme *xo'jayin* : patron, propriétaire), ou encore par la mère vis-à-vis des épouses de ses fils. Il est très fréquent par exemple — et c'est même la norme générale — que les salaires des jeunes hommes ou jeunes femmes soient intégralement versés à leurs parents pour servir aux dépenses de subsistance de la famille, ou pour être économisé (notamment en vue d'un futur mariage). Le revenu du travail ne permet donc pas une autonomisation individuelle : il semble au contraire le plus souvent renforcer la dépendance des jeunes adultes salariés à l'égard de leurs parents. Un opérateur déterminant de ce raffermissement de l'autorité est le mariage. Le revenu des jeunes célibataires est capté par les parents en vue la préparation de leur mariage ou de celui de leurs frères et sœur. Le mariage en lui-même signifie l'asservissement d'une jeune femme qui devra obligatoirement habiter chez ses beaux-parents et travailler sous les ordres de sa belle-mère. Après le mariage, les revenus du jeune couple ainsi fixé au domicile familial continuera d'être versés aux parents du jeune marié. Très fréquemment, ce sont les parents du jeune homme, et tout spécialement sa mère, qui choisissent celle qui deviendra leur belle-fille (*kelin*), c'est-à-dire la servante soumise à la famille davantage que l'épouse de leur fils.

Les ouvriers rencontrés au cours de ces enquêtes se soumettent donc en général à l'autorité de leurs parents et en demeurent longtemps très dépendants. Invariablement les « traditions » (*urf-odatlar* ; *traditsiyalar*) sont avancées comme fondement de ces postures d'obéissance. Le plus souvent désignées par le terme *o'zbekchilik* — les manières de faire ouzbèkes — elles sont évoquées pour désigner à la fois leur poids écrasant, notamment en ce qui concerne les mariages arrangés, et l'impossibilité de s'y soustraire. En dépit de l'oppression que les « traditions » font peser sur les individus, leur évocation s'accompagne rarement d'une critique ou d'un discours négatif : elles sont le lieu de la cristallisation des contradictions de l'identité nationale, que j'ai relevées plus haut.

Pour conclure ce bref tableau de la construction nationale, quelques hypothèses peuvent être avancées à ce propos. Ensemble ethnicisé de contraintes, de normes et d'obligations (*o'zbekchilik*) les coutumes représentaient à l'époque soviétique l'opposition du localisme contre la force homogénéisante du pouvoir et l'emprise du parti. L'avènement de l'indépendance a fait basculer le pouvoir, en quête de nouvelles sources de légitimité, du côté des traditions et de l'identité nationale. Tandis que le domaine du travail est le lieu d'un désinvestissement généralisé, la sphère de la parenté est, elle, surinvestie. Elle se présente comme refuge, à la fois contre la dégradation des conditions d'existence et contre la violence politique dans le contexte du durcissement ininterrompu d'une dictature littéralement épouvantable. La société ouzbèke est, de cette manière, prise dans un mouvement de transformation conservatrice, une sorte de retraditionnalisation, dont le rôle est ambigu. Cette dynamique se manifeste comme un repli sur la famille et la parenté, dont l'hégémonie est renforcée par l'autorité sacralisée des « traditions » (*o'zbekchilik*). Dans le même temps, elle désigne la famille et la coutume comme le lieu même de l'ancrage idéologique et pratique de l'État. Celui-ci encourage fortement ce mouvement de retraditionnalisation, renforçant les structures de voisinage (*mahalla*), l'autorité des vieux notables (*oqsoqol*), sacralisant la famille et exaltant les traditions. Il y voit en effet, avec raison, le plus sûr opérateur de neutralisation de toute velléité d'autonomisation individuelle et de contestation.

Références bibliographiques

[1] BAZIN, Laurent : *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte-d'Ivoire dans le monde contemporain*. L'Harmattan, Paris, 1998.

[2] FATHI, Habiba : *Femmes d'autorité dans l'Asie centrale contemporaine*, éd. Maisonneuve et Larose/IFEAC, Paris, 2004.

[3] LARUELLE, Marlène : « Continuité des élites intellectuelles, continuité des problématiques identitaires. Ethnologie et "ethnogenèse" à l'Académie des Sciences d'Ouzbékistan », *Cahiers d'Asie centrale*, IFEAC - Edisud n° 13-14, 2004, pp. 45-76.

[4] LARUELLE, Marlène : « Ethnologie, question nationale et Etat dans l'Ouzbékistan contemporain. Analyse de la polémique autour de l'*Atlas ethnique d'Ouzbékistan* », *Journal des anthropologues*, Paris, 100-101, 2005, pp. 329-347.

[5] ROY, Olivier : *La nouvelle Asie centrale, ou la fabrication des nations*. Seuil, Paris, 1997.

[6] ROY, Olivier : « Nations sans nationalisme (Pakistan, Afghanistan, Iran) », in P. Birnbaum & (dir.) : *Sociologie des nationalismes*, PUF, Paris, 1997, pp. 251-269.
